



EDITO

Le projet d'Union pour la Méditerranée : une nécessité transméditerranéenne.

Plus de quinze après la guerre froide qui l'avait constituée en flanc sud de l'affrontement des blocs du monde bipolaire, la Méditerranée retrouve petit à petit sa vocation ancienne de carrefour de peuples et de passerelle de continents et de civilisations. Mais le contexte tendu des conflits et crises qui continuent de l'entourer ne permet pas encore aujourd'hui aux riverains de bénéficier du potentiel de connivence et de complémentarité que cet espace recèle et qui pourrait être un atout décisif à l'heure du développement mondialisé. Et les nombreux efforts effectués notamment dans le cadre Euromed de Barcelone tardent à porter leurs fruits.

De fait, la complexité intrinsèque de la Méditerranée, celle qui en fait un réservoir de fortes potentialités continue de déconcerter voire de rebuter les entrepreneurs et les institutionnels, qu'ils l'utilisent de l'extérieur dans leur vision stratégique globale ou qu'ils l'intègrent de l'intérieur dans leur politique de proximité. Couloir d'accès au Moyen orient pour les Américains, espace de transition avec l'Afrique pour les Européens, barrière vers le monde moderne pour les Africains, espace d'échappée ou d'appui pour les Levantins, la Méditerranée est le plus souvent instrumentalisée de l'extérieur. C'est la raison principale pour laquelle elle n'a encore pu retrouver sa nature profonde de zone d'échanges privilégiée et elle ne peut encore mobiliser sa grande richesse potentielle, celle des complémentarités transméditerranéennes.

Pourtant le contexte stratégique actuel est favorable à la réappropriation progressive par les riverains de leur espace commun et à la valorisation du capital qu'il constitue. Non que les tensions et conflits récurrents aient disparus, mais plutôt parce qu'un certain nombre d'hypothèques s'effacent et que de nouvelles nécessités transméditerranéennes créent des dynamiques positives. Sans les inventorier à ce stade, on peut seulement relever d'un côté que la construction européenne désormais consolidée par le traité de Lisbonne lève des hypothèques et que de l'autre la tension sur les ressources énergétiques et la dérégulation générale des marchés créent les conditions d'un fort appel au co-développement de la région. Par ailleurs les risques terroristes conjugués aux pressions migratoires invitent à de nouveaux dialogues et à une nouvelle solidarité. Enfin, tous les pays méditerranéens ont aujourd'hui une conscience aigüe -et le plus souvent commune- des trois défis du 21^{ème} siècle, la révolution économique, le défi écologique et la grande réorganisation des marchés mondiaux. Et ils découvrent que c'est en unissant leurs efforts et en harmonisant leurs réponses qu'ils sauront y faire face.

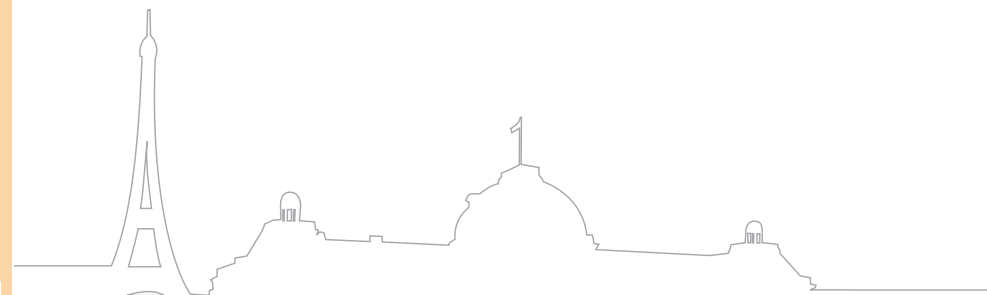


Tel est le postulat de départ de la réflexion actuelle. C'est la construction de cette conscience commune de l'intérêt général méditerranéen qui constitue maintenant l'enjeu principal du projet de l'Union pour la Méditerranée.

Alors en marge de l'agenda politique officiel qui conduit au lancement de ce projet prévu les 13 juillet prochains, il est nécessaire de préparer de façon académique le terrain en procédant à un certain nombre de validations préalables de projets transméditerranéens concrets avec tous les partenaires naturels du projet. Et pour ce faire, les visions prospectives de l'évolution de l'espace méditerranéen et des réponses possibles aux défis du 21^{ème} siècle sont à inventorier de façon détaillée en préalable au lancement de l'Union pour la Méditerranée.

Des contacts préparatoires mobilisent déjà nombre d'experts des domaines impliqués ; ils devraient permettre d'y pourvoir et d'affiner la perspective d'ensemble. Ils permettront de tracer un profil global de la Méditerranée en 2030 et d'élaborer la meilleure façon de lancer le projet d'Union pour la Méditerranée en juillet et d'en consolider ensuite le développement ultérieur.

Jean Dufourcq, directeur de recherche au CEREM





Oriane
Giniès
assistante
de
recherche
au
CEREM

BILAN DES ACTIVITÉS CENTRÉES SUR LE PROJET D'UNION POUR LA MÉDITERRANÉE

Dans le cadre des recherches du département « crises et conflits » du CEREM, un groupe permanent de réflexion a été constitué sous le vocable de GRUM. Composé d'experts de plusieurs disciplines, il se réunit régulièrement pour approfondir le volet sécurité du projet d'Union pour la Méditerranée, dans un cadre purement académique.

Ces réunions se tiennent régulièrement depuis le mois de novembre 2007 ; la 6^{ème} et dernière rencontre est prévue le 26 mars. L'ensemble de ces travaux convergent vers un séminaire regroupant des experts de tout le bassin méditerranéen qui se déroulera les 16, 17 et 18 avril 2008 à l'Ecole Militaire et dont le thème sera : « **Comment sécuriser le développement durable en Méditerranée ?** ». Un rapport présentera ces travaux et les actes du colloque seront publiés.

Le GRUM a déterminé quatre « projets sécurité » qui méritent d'être approfondis sous forme d'ateliers de travail :

- l'objectif global de sécurité
- le rapprochement des hommes
- la sécurisation de l'espace maritime
- la sécurité des personnes (dimension alimentaire, sanitaire et environnementale).

■ L'objectif global de sécurité : L'Union pour la Méditerranée (UpM) a pour originalité et pour essence d'être transméditerranéenne : la Méditerranée y est conçue comme un carrefour pour les peuples riverains, sans distinction géographique. L'espace méditerranéen est vécu différemment en terme de conditions de vie, de mobilité géographique, de vulnérabilité au quotidien par les peuples riverains, mais une inquiétude commune est ressentie à l'égard d'un futur mouvant et d'un avenir de moins en moins sécurisé. L'UpM se doit de prendre en compte ces inquiétudes communes sur la base d'une réflexion partagée et solidaire contre " l'inacceptable commun". L'objectif global de sécurité doit tenter de l'exprimer et envisager la mise en cohérence de tous les instruments existants.

■ Le rapprochement des hommes doit être un projet de facilitation des modes de circulation des hommes, on ne parle plus de migrations mais de circulation et de diversité des échanges en Méditerranée. Le dialogue des civilisations est au cœur de ce projet. Vivre ensemble autour d'une œuvre commune est fédérateur (formation des cadres, enseignements universitaires par les systèmes Erasmus, partenariats inter universitaires...). Cela facilite la circulation des individus et la visibilité des interlocuteurs. Quelles entités sont à créer autour de ces projets, quelles sont les structures existantes pouvant approfondir ce travail qui participe de mesures de confiance et de sécurité?



21, place
Joffre
75007
PARIS

Tél :
+33 (0)1 44
42 45 34

Fax :
+33 (0)1 44
42 43 84

<http://www.cerems.defense.gouv.fr>

<http://www.cerems-biblio.fr>

Contact :
secretariat
@cerems.
defense.
gouv.fr

■ La sécurisation de l'espace maritime : la Méditerranée est avant tout un continent maritime à aménager de façon sûre et pérenne au profit premier de ses utilisateurs. La nécessité de sécuriser les autoroutes maritimes et les activités portuaires, de sécuriser les transports en découle. Une structure permanente de surveillance maritime pourrait être créée. Il est surtout important de mettre en place une labellisation et une uniformisation, plus que des activités nouvelles. La surveillance maritime se présente comme un point commun aux problématiques de la sécurité et du développement de l'espace méditerranéen : sécurité de l'activité économique (touristique, maritime, commerciale...) ; sécurité humaine (environnementale, alimentaire, sanitaire, civile...) ; sécurité énergétique (hydrocarbures, eau, nucléaire). La surveillance maritime fait l'objet d'un nombre important d'initiatives civiles et militaires à coordonner.

■ La sécurité des personnes comprend une dimension alimentaire, sanitaire et environnementale. La sécurité alimentaire doit être vue sous l'angle de l'urgence (Systèmes d'alerte, échanges à tarifs concertés, constitution de stocks...) et du développement (besoin de modernisation des modes de production). L'agriculture et l'alimentation sont deux déterminants stratégiques en Méditerranée. La sécurité sanitaire et environnementale peuvent être abordées par l'élaboration de projets concrets, un réseau d'alertes et un système commun de détection, l'échange de bonnes pratiques et les méthodes de réaction. Quels sont pour ces trois dimensions les moyens d'action pouvant être mis en œuvre.

Actualité du centre

Le dernier cahier du Cerem "La légitimité des interventions militaires" a été mis en ligne sur la bibliothèque électronique du centre: <http://www.cerems-biblio.fr>.

